



FAITS DIVERS :

Que disent les deux présumées sorcières d'Agbalépédogan?



Le Magnan

Hebdomadaire Togolais Satirique
d'Informations et d'Analyses

Libéré

N°439 du Mercredi 15 Mars 2017 - 10^{ème} année - Prix: 250 FCFA

CRISES LANCINANTES DANS L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

P.3



Les états généraux de l'éducation annoncées par le chef de l'Etat sont elles devenues caduques ?

CRISE SOCIOPOLITIQUE

CAP 2015 et les forces démocratiques ratent leur sortie...

P.6



● Les limites des marches et des récupérations politiques

SCÈNES DE VIOLENCES DANS L'ÉDUCATION

P.4

Certains établissements privés ferment provisoirement leur porte

Sur ordre de leurs Directeurs, certains établissements privés n'ont pas ouvert leur porte hier matin. Ils redoutent les descentes musclées des élèves des écoles publiques qui manifestent leur mécontentement à cause de la grève de leurs enseignants. Certains établissements privés en ont également fait les frais hier.



MATCH FIFA / PRÉPARATIFS DES EPERVIERS

P.7

Claude LEROY annonce les couleurs des deux matchs amicaux

En conviant la presse en cette matinée du 14 mars 2017 à une conférence dans les locaux de la fédération togolaise de football, le sélectionneur national des éperviers Claude LEROY s'est essentiellement proposé de s'exprimer sur les matchs amicaux à venir. Mais au finish, il a fallu toucher à beaucoup de points.





Merd Alors

Ça n'a pas emballé !

Eh oui ! Encore une fois, la marche de protestation organisée par CAP 2015 ou l'ANC, c'est selon, n'a pas emballé. Et pourtant, tous les ingrédients y étaient. Grogne social fait d'augmentation des prix des produits pétroliers, les mouvements des enseignants qui font sortir les élèves dans les rues à travers toutes les villes du pays, revendication politique concernant les réformes politiques. En tout cas, l'occasion était toute belle pour une mobilisation populaire. D'ailleurs c'est sur cela que comptaient Jean Pierre Fabre et les siens pour se faire une peau neuve. Mais ça a fait flop comme le dirait quelqu'un. Les espérances de ceux qu'on appelle les forces démocratiques étaient en deçà des attentes. Les uns et les autres disent ne pas comprendre pourquoi ça n'a pas marché. Que se passe t-il exactement ? Pourquoi les marches organisées par l'opposition n'emballent plus les populations. Or tout le monde parlait d'une grande mobilisation de samedi qui va faire trembler le pouvoir. Finalement, rien n'y fit. Tous les leaders du CAP 2015 étaient en place. Mais la marée humaine tant attendue au niveau du carrefour GTA, n'était pas au rendez-vous. Si tant est que le CAP 2015 est constitué de plusieurs partis et que chaque parti avait ses militants qui répondaient à cet appel, on n'en serait pas à là à compter les marcheurs du bout des doigts. Le samedi dernier tout a donné l'air d'un folklore où les curieux étaient venus pour voir ce qui va se passer. Et puis une autre forme de marche a été constatée. Les Zed certainement marchent avec leurs motos. Mais ce qui fait problème, comme le dit quelqu'un, trop de marche tue la marche. Jean Pierre Fabre a trop usé de la marche et en a abusé de son « peuple sans rien obtenir durant cinq ans. Il a cru qu'avec la nouvelle donne faite de grogne social, il pourrait redorer son blason. Que faut-il faire ? Il faut chercher autre stratégie. Beaucoup ont cru, surtout les organisateurs ont cru qu'il y aura une mobilisation populaire qui a eu lieu en juin 2012. C'était une véritable déculottée pour Jean Pie Pie. A lui de revoir sa copie. Le politique doit laisser les populations prendre leur destin en main. Aujourd'hui, les gens n'ont plus confiance en ces politiciens là. Changer de stratégie messieurs ! La marche ne donnera rien si elle n'émane que de ces politiciens. La récupération ne marche plus. D'abord, les gens ont cru même qu'avec la fermeture des deux stations et tout ce qui se passait au sein des populations meurtries, ça allait prendre. Mais la mayonnaise n'a pas pris. Aujourd'hui, il y a un désintérêt total. Les marches des politiques n'emballent plus.

Le Magnan

CRISE SOCIAL:

Le MJPG sort de son silence et interpelle enseignants et parents d'élèves

Le Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la Bonne Gouvernance (MJPG) a déploré la situation qui sévit dans le secteur éducatif avec une la présence des enfants dans la rue, soi-disant pour y chercher leurs enseignants. Malheureusement, constate les premiers responsables du MJPG, ils ne les trouvent ni dans la rue, ni dans les écoles, parce que les enseignants à qui les enfants sont confiés, les ont abandonnés à leur sort, pour raison d'insatisfaction matérielle C'était lors d'un point de presse.

Dans une déclaration, le MJPG dit avoir constaté ces derniers jours, les enfants dans la rue, soi-disant pour y chercher leurs enseignants. Malheureusement, ils ne les trouvent ni dans la rue, ni dans les écoles, parce que les enseignants à qui nous avons confié nos enfants, les ont abandonnés à leur sort, pour raison d'insatisfaction matérielle. Si nous compatissons aux difficiles conditions de vie et de travail qui sont d'ailleurs propres à cette catégorie de travailleurs dans toute la sous-région, nous concevons moins le chantage qu'exercent les enseignants sur leurs élèves, et encore moins l'instrumentalisation honteuse dont nos enfants sont l'objet. Par exemple, certains enseignants ont, exprimés, semé le trouble dans l'esprit des apprenants et provoqué leur désarroi, en annonçant que tous les chapitres supposés avoir été programmés pendant la période de la grève ne seront plus étudiés.

C'est une méthode incompatible avec la déontologie, qui pervertit le bien fondé des revendications et enlève toute vertu sacerdotale à la noble profession qu'exercent ces enseignants. Au demeurant, nous savons tous que la satisfaction des différentes revendications découlera du dialogue et de la concertation et que rien ne se négocie dans la rue.. Quant au gouvernement, ils ont salué les efforts fournis pour améliorer les conditions de vie et de travail des enseignants, et demande de les poursuivre dans la mesure des disponibilités financières de notre pays. A tous les parents, le MJPG a recommandé de ne pas laisser leurs enfants s'exposer dans la rue, en jouant un rôle qui n'est pas le leur. Ceci, pour prévenir et éviter des accidents.

La vérité est que nos pays n'ont aucune emprise sur le coût des hydrocarbures. Le Togo ne produit pas le pétrole et doit, de ce fait, subir les dures lois du marché international. Or, nous achetons les produits pétroliers en devises, c'est-à-dire avec une monnaie étrangère dont le taux de change est parfois en hausse, sans préavis, par rapport au franc CFA. En clair, les prix des hydrocarbures augmentent automatiquement sur le marché international, selon que les produits eux-mêmes sont plus chers, ou selon que la devise change de cours. La dernière augmentation en est une belle illustration, car elle a été imposée par une conjonction, à la fois, de la montée du prix du carburant et du taux de change du dollar. Pour le Mouvement, l'Etat n'a qu'un rôle de régulateur dans la commercialisation des produits pétroliers. Du fait de leur

nature stratégique et de leur sensibilité sur le coût de vie des citoyens, le gouvernement contrôle les prix des hydrocarbures et veille à y apporter les subventions nécessaires en percevant des taxes modérées, pour que les prix soient raisonnablement maîtrisés. Une simple enquête montre que lorsque les prix des produits pétroliers montent où baissent au Togo, il en est de même dans tous les pays non-producteurs de pétrole. Le MJPG est revenu sur le retrait des fréquences de LCF/City FM. Selon la HAAC, cette affaire serait similaire par exemple, au cas d'un élève qui, sans fournir de dossier pour un concours et sans même composer, est retrouvé sur la liste des admis. Sur la base de cette admission, il acquiert des droits. Pour le renouvellement du contrat, il est demandé à tous les postulants de produire de nouveaux dossiers avec des justificatifs de composition et de notes. D'ailleurs ce grand silence du promoteur présumé, pendant que les organisations de la société civile et les partis politiques descendent dans la rue et marchent sans répit n'est-il pas un peu curieux ? Et que dire des dettes d'électricité du groupe Sud Média, dont le montant cumulé avoisinait les cent (100) millions de francs, que les



responsables de la CEET étaient impuissants à réclamer, avant que ne commencent les déboires du présumé promoteur ? Combien d'années de factures ont pu rester ainsi impayées et de quel droit, si tant est qu'il n'y avait pas de trafic d'influence ni de passe-droit ? Qui de vous ou de moi peut bénéficier d'un tel privilège dans notre république? Chers compatriotes, laissons les juges nous fournir des réponses à ses questions importantes, après avoir confronté les protagonistes. Alors, sachons raison garder et soyons républicains. Car, toute politisation mise à part, et en toute bonne foi, on ne peut que comprendre que la HAAC ait créé l'incident, afin que force reste à la loi. Cependant, il y a lieu de regretter les graves corollaires de ce retrait de fréquences, notamment, le chômage forcé des jeunes, ainsi que des pères et mères de familles dont la vie se trouve ainsi brutalement hypothéquée. C'est une situation extrêmement déchirante et nous prions le gouvernement de s'en préoccuper, afin que des pistes de solutions soient explorées pour soulager la peine de ces familles. Au total, il n'y a pas péril en la demeure. Une bonne lecture des récents événements sociaux suggère que :

Premièrement, le débrayage des enseignants est compréhensible dans le cadre de leurs revendications. Ce qui est inadmissible par contre, c'est leur vilain chantage et l'instrumentalisation des enfants qu'ils envoient dans la rue, sachant pertinemment que les négociations se mènent ailleurs que dans la rue et que la pression de la rue ne saurait prospérer. Deuxièmement, la hausse des prix des hydrocarbures est une conséquence de l'augmentation des coûts sur le marché international, et ne dépend nullement de la volonté du gouvernement. Elle nous est imposée par notre dépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole et, d'autre part, par les taux fluctuants des devises que nous sommes contraints d'utiliser pour les échanges, dans une économie globalisée. Troisièmement, en l'absence de la version du promoteur de Sud Média, et compte tenu des explications de la HAAC, nous devons laisser les instances judiciaires en décider, tout en ayant le souci d'un règlement satisfaisant de la situation préoccupante de nos frères, employés par ce groupe de presse.

L.M.

SPORT / NOBLE ART

Prinz Lorenzo allie le business à la boxe

Kuega Folly alias Prinz Lorenzo associe la boxe au commerce de matériels de boxe, le boxeur a communiqué la nouvelle à la presse togolaise le jeudi 02 Mars 2017 lors d'une conférence de presse.

Le boxeur togolais Prinz LORENZO était à nouveau en face de la presse togolaise. C'était lors d'une rencontre convoquée par le pugiliste togolais quelques mois après avoir défendu son titre de champion du monde GBC des -69kg. Tout d'abord Kuega Folly a tenu à remercier les autorités politiques, sportives et l'ensemble de la presse togolaise pour le soutien et l'intérêt qu'ils lui ont accordés lors de son dernier combat face au géorgien Paata Varduashvili le 16 Décembre 2016.

Prinz LORENZO a évoqué devant la presse togolaise ce jeudi 02 Mars 2017 ses projets à venir à savoir le lancement prochain de la vente d'équipements de boxe de la marque Benlee qui l'habille ; un projet d'installation de centre commercial pour la vente de matériels du noble art au Togo est en vue.

« J'ai des projets, pour construire des structures de boxe, il faut certes écrire de bons projets mais il faut surtout des matériels. Tout un



conteneur de matériels de boxe seront mis à la disposition des togolais pour permettre au noble art d'émerger, puisque la boxe ne peut se faire qu'avec ses accessoires. C'est des matériels qui sont destinés à la vente mais à des prix abordables à tous pour que les pays d'Afrique puissent y avoir accès. L'objectif est de mettre à la disposition des boxeurs togolais l'équipement et le matériel adéquat pour une meilleure pratique

du noble art dans notre pays » a précisé LORENZO.

Notons que pour ses prochaines activités, Prinz LORENZO va combattre d'ici avril aux Etats Unis si ses contrats aboutissent. Ce sera un combat de préparation de la WBA et en juillet au nord Togo il sera présent pour faire un combat pendant les Evala pour la défense de son titre GBC.



CRISES LANCINANTES DANS L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Les états généraux de l'éducation annoncés par le chef de l'Etat sont elles devenues caduques ?

Les multiples grèves des enseignants doublées des grognes des élèves dans les rues commencent par hanter les premiers acteurs de l'éducation au Togo. A en croire le ministre des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation professionnelle, Komi Tchakpélé, le gouvernement togolais est conscient du cataclysme et déploie déjà les moyens pour empêcher le pire. Alors que deviennent les grandes assises de l'éducation annoncées en grand pompe par le chef de l'Etat ?

"Dire que ces perturbations n'ont aucun effet sur le calendrier de l'année académique, ce serait totalement faux. La volonté du gouvernement, c'est de tout mettre en œuvre pour que l'année scolaire 2016-2017, ne court pas le risque d'être considérée comme une année au rabais", a laissé entendre le ministre.

Pour lui, la seule condition devant stopper hémorragie est l'observation de la "trêve des grèves" par l'enseignant. "Si notre appel à la trêve est entendu, on peut d'ores et déjà penser que l'impact négatif de la grève sur l'année sera limité et que par conséquent, il nous sera possible de réorganiser le calendrier", a-t-il indiqué.

Pour résoudre tout ces problèmes qui minent l'éducation nationale, le chef de l'Etat avait annoncé la tenue des états généraux de l'éducation il y a de cela quelques années. Mais jusqu'à ce jour, rien. Et pour corser le tout, c'est le ministre Bawara qui les renvoie aux calendes grecques.

Elles ne sont plus d'actualité, selon Gilbert Bawara

De report en report, les grandes

assises de l'Education annoncées par le Chef de l'Etat le 26 avril 2013 n'auront plus lieu. Le temps a passé et aujourd'hui, la question n'est plus d'actualité, selon Gilbert Bawara, ministre de l'Emploi et du travail, de la Fonction publique et des



réformes administratives. Le groupe de travail créé par le gouvernement sur l'éducation, a rendu ses conclusions il y a quelques jours en présence des professionnels des médias qui n'ont pas manqué de poser des questions « aux négociateurs ». Au nombre des préoccupations des journalistes figurent celle relative au sort réservé aux

grandes assises de l'Education annoncées par le Chef de l'Etat, il y a bientôt quatre ans.

Le ministre Gilbert Bawara a répondu sans ambages : « Concernant les assises de l'Education que le Président de la République avait annoncé,

nous pouvons estimer que le temps a passé et qu'aujourd'hui la question n'est plus d'actualité ».

Selon le ministre, au regard de l'esprit et du climat qui ont prévalu au cours des activités du groupe de travail sur l'éducation, il faudrait multiplier plutôt ces occasions et cadres de réflexion et cela va « progressivement

régler un certain nombre de problèmes sans nécessairement avoir besoin d'organiser de grandes messes dont les résultats ne sont pas nécessairement garantis ».

Annoncées le 26 avril 2013 lors de son adresse à la nation à la

veille de la célébration du 53ème anniversaire de l'indépendance du Togo, les grandes assises de l'Education devraient permettre de diagnostiquer les vrais problèmes et proposer des solutions adéquates pour l'évolution du secteur de l'éducation au Togo.

« Les représentants des parents d'élèves, des enseignants, des

syndicats, des élus et des acteurs économiques ainsi que toutes les parties prenantes de l'éducation, seront conviées à ces assises. Les préoccupations des uns et des autres doivent être prises en compte pour dégager les solutions qui garantiront la stabilité et l'accessibilité de tous à un enseignement de qualité », avait indiqué Faure Gnassingbé.

Depuis lors, seulement les commissions en charge des 12 thématiques devant meubler les travaux de ces assises avaient présenté leur bilan d'activités. Après, plus rien. De report en report, ces assises n'ont jamais eues lieu. Le ministre Bawara vient alors de situer clairement l'opinion.

Au demeurant, on risque de donner raison à ceux qui, à l'époque, avaient affirmé que l'annonce du Chef de l'Etat consistait à freiner les ardeurs des enseignants qui à l'époque multipliaient des mots d'ordre de grèves. Mais aujourd'hui, la situation devient intenable. L'éducation est en train de pourrir et l'on se demande à quand l'arrêt de l'hémorragie.

A.I.

RÉFORMES POLITIQUES :

Le soutien collectif du Groupe des cinq à la Commission de Awa Nana

Le groupe des cinq a eu une rencontre avec les membres de la commission de réflexion sur les réformes jeudi dernier. Composé du Chef de la délégation de l'Union européenne, de l'Ambassadeur de France, de l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, de celui des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que de la Représentante-Résidente du système des Nations unies au Togo, le groupe a apporté son "soutien collectif" à Awa Nana et à son équipe.

Cette rencontre a été initiée par le groupe des cinq pour une prise de contact. « Nous restons persuadés qu'au-delà des positions partisans des uns et des autres, la commission est en bonne voie », a déclaré Awa Nana Daboya, la Présidente de la Commission.

Et de poursuivre : « Le travail que nous faisons, en écoutant tout le monde, a poussé le groupe des cinq à nous rencontrer. Nous les

avons reçus et ils nous ont rassurés de leur accompagnement ».

Selon l'Ambassadeur de France au Togo Marc Fonbaustier, cette prise de contact est « un échange informel avec cette commission sur des sujets très importants pour le Togo. Nous avons apporté notre soutien collectif au travail qui est engagé à ce processus qui vise à dynamiser l'esprit de réformes. Nous avons aussi émis

le souhait collectivement que la commission puisse faire œuvre utile pour le Togo ».

Il faut préciser que cette rencontre intervient après celle des partis de l'opposition qui ont rejeté en bloc la démarche de cette commission décriée dès sa mise sur pieds. Ces partis n'ont pour référence que l'Accord Politique Globale (APG) pour la mise en oeuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelles.



Le Togo veut évoluer et procéder à de nécessaires réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles. Tout le monde est d'accord sur ce point et le gouvernement en premier.

Une commission de réflexion a été créée en début d'année. Elle est composée d'anciens ministres et d'experts chargés de recommander des pistes après

consultations auprès des partis politiques, de la société civile et de la population, la première intéressée.

La commission est présidée par Awa Nana-Daboya, par ailleurs à la tête du Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale.

A quoi va servir cet organe, quelles sont ses attributions, comment ses représentants comptent-ils proposer un cadre consensuel qui permettra au Parlement de se prononcer le jour venu ?

Beaucoup de questions auxquelles la commission de réflexion veut donner un maximum de réponses dans la transparence la plus totale.

T. Bôdjôguéfi



TRANSPORT, TOURISME ET ÉNERGIE DANS L'UA

Recherche des pistes pour un redéploiement énergétique pour le développement de l'Afrique

La première session ordinaire du comité technique spécialisé sur les transports, le tourisme et l'énergie de l'Union africaine (UA) s'est ouverte lundi à Lomé.

Pendant trois jours, les experts vont défricher le terrain pour proposer aux ministres le 17 mars des solutions concrètes.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les politiques d'infrastructures sont de nature à assurer le développement. Mais il faut trouver des mécanismes de financement innovants car les pays ne peuvent s'endetter éternellement, même via des prêts concessionnels.

A l'ouverture des travaux, le ministre des Affaires étrangères togolais, Robert Dussey, a préconisé le recours aux partenariats public-privé (PPP).

'La mauvaise la qualité des infrastructures en Afrique, notamment en matière d'alimentation électrique, en eau, en routes et en nouvelle technologie coûte à chacun de nos pays deux points de croissance chaque année et réduit la productivité de 40%', a-t-il rappelé.

La réunion de Lomé est organisée en coopération avec la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique des

Nations Unies pour l'Afrique, en collaboration avec le gouvernement togolais.

Le redéploiement énergétique est l'un des piliers importants du développement de l'Afrique, a déclaré samedi Amakoé Klutsè président du comité technique d'organisation de la session ordinaire du Comité technique spécialisé (CTS) de l'UA sur les Transports, les Infrastructures interrégionales et transcontinentales, l'Énergie et le Tourisme, du 13 au 17 mars à Lomé. Invité au journal de soir de la télévision nationale (TVT), M. Klutsè a indiqué qu'il est important que les pays africains se mettent ensemble pour mutualiser leurs efforts et leurs énergies pour élaborer les projets porteurs, citant comme exemple le projet du barrage hydroélectrique d'Inga en RD.Congo.

"La RD. Congo seule ne peut pas financer ce projet, il est important que tous les pays africains se mettent ensemble pour trouver une solution à ce projet vieux de plusieurs années", a-t-il relevé.

"Quel genre d'énergie faut-il adopter pour que ça ne pèse pas sur nos budgets, pour ne pas continuer à polluer l'atmosphère ? Il faut donc penser aux énergies renouvelables", a confié M. Klutsè.

S'agissant du Togo, il a souligné que si l'on peut aujourd'hui parler des énergies solaires, le pays ne peut pas seul faire face à cette problématique. C'est pourquoi il est important qu'au niveau africain qu'on revoie, par rapport aux différentes régions comme l'Afrique centrale, la zone méditerranéenne, l'Afrique de l'ouest ou de l'est, quelles sont les potentialités naturelles dont disposent toutes ces régions afin de mettre ensemble des énergies pour faire démarrer des projets comme le barrage de d'Inga.

Concernant le Sahel, il a expliqué qu'on peut bâtir des projets sur le solaire et les financer ensemble afin qu'ils se concrétisent.

A défaut des projets d'envergure continentale, l'UA favorise d'autres initiatives réalisées dans chaque zone économique pour plus de pertinence et de résultats. C'est le cas de l'Initiative régionale pour



l'énergie durable (IRED) mis en œuvre dans l'espace CEDEAO par le Fonds de développement de l'énergie (FDE) et ses partenaires une initiative qui a financé 11 projets à hauteur de 174,7 milliards de FCFA dans le souci de regorger le déficit de l'offre en énergie électrique.

On peut rappeler aussi la subvention de 5,7 milliards de FCFA accordée par l'IRED pour le financement d'un projet régional d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique exécuté de 2014 à 2015. Ce financement a permis l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers et l'accroissement de l'énergie électrique dans les bâtiments lourds.

Par ailleurs ces projets d'ordre communautaire ont eu un impact positif dans le quotidien des

populations.

A ce propos, M. Klutsè a affirmé que l'énergie que la plupart des populations consomme aujourd'hui est chère du fait que les compagnies achètent du fioul pour produire de l'électricité. "Si nous pouvons disposer de moyen pour avoir des panneaux solaires, le coût de l'énergie reviendrait moins cher à nos populations. Voilà un impact que nous pouvons comptabiliser".

Le CTS, organe institué par l'UA, s'attèlera à élaborer des projets et à doter tous les pays du continent d'une politique commune en matières d'énergie, du transport, du tourisme et d'infrastructures, a-t-il promis.

L.M.

SCÈNES DE VIOLENCES DANS L'ÉDUCATION

Certains établissements privés ferment provisoirement leur porte

Sur ordre de leurs Directeurs, certains établissements privés n'ont pas ouvert leur porte hier matin. Ils redoutent les descentes musclées des élèves des écoles publiques qui manifestent leur mécontentement à cause de la grève de leurs enseignants. Certains établissements privés en ont également fait les frais hier.

Pour conserver la sécurité et l'intégrité physique des élèves, certains établissements privés de la capitale ont décidé de fermer les portes de leurs établissements.

Même si leurs enseignants ne sont pas en grève, les élèves des établissements privés font les frais de la crise qui secoue l'éducation. En période de grèves, ils reçoivent la visite de ceux du public. De plus, les établissements dont les directeurs sont réticents le paient très cher, avec des dégâts matériels.

Pour éviter tout affrontement, certains établissements privés sont fermés depuis mardi matin. Même les établissements qui ont ouvert leurs portes, sont sur leur qui-vive. Hier ce sont les élèves des écoles privées la Sagesse et Hampaté Bâ à Djidjilé qui ont reçu la visite de leurs camarades du public visiblement surchauffés. Malgré l'intervention des responsables de ces deux écoles privées, les enfants chauffés à blanc n'ont voulu rien

entendre. Ils ont délogé leurs camarades avant de repartir pour d'autres écoles privées.

Le même scénario s'est reproduit lundi, première journée de débrayage de la CSET, FESEN et de l'USET.

Lundi, la tension a été vive au lycée technique d'Adidogomé. L'entrée principale a été bloquée par des militaires pour empêcher les élèves de sortir de l'établissement, mais ces derniers ne se sont pas laissés faire. Ils ont escaladé les murs pour se diriger vers des écoles privées dans les environs. Ils sont allés déloger les élèves de l'IPG au niveau de Madiba.

Certaines sources ont confié que des élèves dudit lycée ont été molestés par les forces de l'ordre.

Mais ce matin encore, ils sont descendus dans les rues. Selon les informations, ils se sont transportés dans certains établissements en l'occurrence IPJ, CEFOP, pour déloger leurs camarades.



Il faut rappeler que depuis plusieurs mois certains syndicats enseignants sont en grève, pour revendiquer un statut particulier d'enseignant et l'obtention de primes. Un groupe de travail, mis en place le 18 janvier, composé de représentants d'enseignants, de parents d'élèves et de l'administration, a travaillé à un cahier de doléances. Les conclusions de ce groupe de travail ont été remises, vendredi 10 mars, au Premier ministre, mais les réponses du chef du gouvernement n'ont, semble-t-il, pas calmé la colère des grévistes. Si certaines centrales restent vigilantes, d'autres persistent qu'elles ne se retrouvent pas

dans ces conclusions.

Le groupe de travail avait pour mission de trouver des solutions définitives à la crise qui secoue l'enseignement depuis la rentrée. Six semaines après, le groupe de travail a remis ses conclusions au Premier ministre. Komi Sélom Klassou s'est voulu rassurant et a promis de tout mettre en œuvre pour un secteur éducatif prospère.

« L'approche du gouvernement sera d'examiner l'ensemble des problèmes, y compris les revendications des enseignants, mais également tous les accessoires qu'il faut pour un secteur éducatif qui soit prospère », a promis le Premier ministre.

Eloi Komlan Nouwossan, secrétaire général de l'Union nationale des syndicats indépendant du Togo (UNSI) - qui n'était impliqué dans la grève mais qui a pris part aux travaux du groupe - dit rester vigilant.

« Du moment où nous avons donné un délai à l'employeur, il faut nécessairement démontrer, à l'expiration du délai, que l'employeur s'est montré fautif et ainsi amener l'employeur à comprendre qu'il faut régler les problèmes et ne pas toujours faire une fuite en avant », a-t-il déclaré.

De son côté, la Coordination des syndicats de l'enseignement du Togo (CSET) - qui mobilise depuis la rentrée ses membres pour les mouvements de grève - s'est refusée de prendre part aux rencontres du groupe de travail. Aujourd'hui, elle réaffirme ne pas se retrouver pas dans ses conclusions.

A.I.

Le Magon Libéré



ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

« Un certain nombre de gens n'ont pas leur place dans l'enseignement car ils n'ont plus de vocation ». C'est le ministre de la Fonction Publique Gilbert Bawara qui se prononçait ainsi sur le secteur éducatif togolais depuis le début de cette crise. Reçu sur une radio de la place lundi dernier alors qu'un nouveau mot d'ordre de grève a démarré 72 heures après seulement les conclusions du Groupe de Travail sur le secteur. Le ministre Bawara s'adressait ainsi sèchement aux grévistes. Et pour corser le tout, il déclare que « l'enseignement n'est pas une priorité au Togo ». Vraiment notre ministre de la Fonction publique a franchi le Rubicon. Il nous a été bien dit et répété que « tant vaux l'école tant vaux la nation », et feu le Général Eyadéma avait toujours dit qu'aucun sacrifice n'est trop grand quand il s'agit de l'avenir de la jeunesse. Le



chef de l'Etat Faure Gnassingbé a toujours accordé une place de choix de l'éducation scolaire de nos enfants. Si aujourd'hui Gilbert Bawara sort pour déclarer que l'enseignement n'est pas une priorité, alors là, on est où là ! De l'autre côté, au lieu de dire qu'il y a des enseignants qui n'ont plus leur place dans l'éducation des enfants, c'est se

moquer que de ceux-ci. Les gens ont posé des problèmes et des revendications. Il faut chercher à les résoudre. Ces mouvements au niveau du scolaire ne datent pas d'aujourd'hui. Alors les propos du ministre Bawara prouvent donc que l'éducation scolaire n'est pas une priorité. C'est pour cela que certains analystes disent comprendre la position du gouvernement par rapport à l'éducation. Il faut bien mesurer les paroles avant de les faire sortir de sa bouche. Sinon, c'est un simple petit mot qui va tout gêner. Certainement que le ministre aura à prendre des mesures sévères contre ces enseignants qui n'ont plus de vocation. Dans tous les cas, nous on va croiser nos doigts et attendre ce qui est réservé à ces enseignants qui ont perdu leur vocation et qui ne courent que derrière l'argent et les primes.



Togotelecom

COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE ORGANISE UNE VASTE OPERATION DE REHABILITATION GRATUITE DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES A DOMICILE.

A CET EFFET, ELLE INVITE TOUT CLIENT POSSEDANT UNE INSTALLATION FILAIRE NON FONCTIONNELLE A SE RENDRE DANS TOUT ESPACE TELECOM POUR UNE PRISE EN CHARGE SPECIFIQUE DANS LE CADRE DE L'OPERATION.

TOGO TELECOM TIENT A RASSURER SON AIMABLE CLIENTELE QUE LES DISPOSITIONS PRISES CONCOURENT A AMELIORER DURABLEMENT LA QUALITE DE SES PRESTATIONS.

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE D'AVANCE DE VOTRE CONTRIBUTION A LA REUSSITE DE CETTE OPERATION.

LA DIRECTION GENERALE

Courtes contre la montre

Joue t-il au Porte-parole ?

Depuis le départ de Pascal Akoussouelou Bodjona du gouvernement, ministre et Porte-parole du gouvernement l'on n'a plus connu la nomination d'un au nouveau Porte-parole du gouvernement. En Effet, Pascal Bodjona était présent à tous les niveaux. Il intervenait pour calmer les esprits dans différentes crises que ce soit religieuse, politiques ou social. Et partout il intervenait il savait de quelle manière et comment procéder pour amener les uns et les autres ou les protagonistes à mettre de l'eau dans leur vin. Ce qui une grande partie des population à lui vouer une certaine estime. Dans beaucoup crises socioprofessionnelles, un certain nombre de démarches ont été faites. Même si des solutions ne sont pas trouvées dans l'immédiat la manière du ministre « Gros Format » mettait les crisologues en confiance. Mais depuis qu'il est tombé en disgrâce, on ne semble pas avoir quelqu'un de sa trempe pour intervenir dans ces crises. Les ministres dont le secteur est secoué ne savent à quel s'en vouer. Très souvent dès qu'ils tentent de régler les situations ils ne savent par quel bout prendre. Ce qui accentue même les crises. Aujourd'hui l'on constate que depuis l'avènement de la crise en milieu scolaire, les discussions qui s'ouvrent ne donnent rien. A la limite, ces discussions finissent en queue de poisson. Le dernier Comité de crise mise en place par le Premier ministre Klassou Selom en est une illustration. Mais un ministre est sorti de lot. Au lieu de laisser les ministres en charge de l'éducation scolaire intervenir pour expliquer aux syndicats sur ce qui se passe, l'on voit que c'est plutôt le ministre de la Fonction publique, Gilbert Bawara qui intervient à tout bout de champ pour parler au nom du gouvernement. Très tôt les analystes ne se sont pas fait prier pour lui trouver le costume du nouveau porte-parole du gouvernement. Mais seulement ses interventions mettent plutôt de l'huile sur le feu.

Base ou effet de masse ?

C'est la question que d'aucuns se posent. C'est incroyable. Tous ceux qui se mettent au devant des organisations syndicales, associatives voire politiques semblent ne pas mesurer la porte de leur acte lorsqu'il s'agit de prendre des engagements. A plusieurs reprises, nous avons des responsables d'organisations professionnelles, aller prendre langue avec le pouvoir, discuter sur une crise sociale donnée et signer même au nom de leur organisation pour revenir renier ce qu'ils ont pris comme engagement sous prétexte d'une base. Très souvent l'on entend dire que la base n'est pas d'accord avec ce qui a été arrêté. La base rejette l'accord et demande que la pression ou la grève soit maintenue. S'il faut aller signer au nom de la base pour revenir rejeter ce qu'on a signé comment voulez-vous que l'on vous prenne au sérieux ? La question est d'autant plus importante qu'avant d'aller prendre des engagements au nom de l'organisation, c'est qu'on a eu l'onction et le mandat des membres. La meilleure méthode à adopter est qu'avant de signer, il vaudrait mieux qu'on revienne à la base, lui expliquer ce qui a été décidé avant d'aller signer. On ne peut signer et après revenir à la base pour dire que la base a rejeté les conclusions. Tout le monde sait que si on prend les gens individuellement, ils vont répondre mais du moment où on rassemble des gens dans une place publique et qu'on fait le compte rendu et qu'on leur demande s'ils sont d'accord, c'est évident que sous l'effet de la masse, les membres ou les militants répondent par la négative et demandent le maintien de la pression. Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude.

C'est inquiétant !

Ce qui se passe actuellement sur la « Terre de nos aïeux » inquiète beaucoup au regard de la succession des événements de ces derniers temps. Tout avait commencé avec le retrait des fréquences de deux chaînes du Groupe Sud Media qui a déclenché la colère des organisations de la société civile qui ont marché pour le rétablissement de LCF et City FM dans leur droit. Dans la foulée, un journaliste a été torturé et humilié par les forces de l'ordre. La tension monte. On en était là lorsque l'on a appris l'augmentation des prix des produits pétroliers à la pompe. Une situation qui a mis les conducteurs de Taxis et de taxis motos dans tous leurs états. Cette dernière action a provoqué même les émeutes dans la capitale togolaise. Les forces de l'ordre ont été dépassées par les événements. Pour mettre fin à ces émeutes, le pouvoir fait sortir les forces de troisième degré qui ne sont autre que les militaires. L'armée n'ayant aucune notion de maintien d'ordre, a chargé à balle réelle les manifestants. Bilan un mort. Dans la foulée de la tension sociale, c'est la fronde des enseignants qui demandent le paiement des primes d'incitation. Les négociations des syndicats avec le gouvernement n'ont rien donné. Et depuis ce sont les élèves qui sortent dans les rues pour réclamer les professeurs et les cours qu'on dit avoir déjà faits. A travers tout le pays la tension est vive et les circulations sont perturbées sur la nationale N°1. La succession de toutes ces crises sociales devient inquiétante. Parce que la révolte sociale est pire qu'une révolte politique.

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA
90 16 49 87 / 90 85 85 22

Mise en page :
Magnan

Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

Responsable commercial

Bertine ADJAHO
90 36 97 10

Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr



CRISE SOCIOPOLITIQUE

CAP 2015 et les forces démocratiques ratent leur sortie malgré la réunion de tous les ingrédients pour une mobilisation

• Les limites des marches et des récupérations politiques

Une poignée de supporters et de sympathisants a répondu samedi dernier à l'appel du CAP 2015 et des forces démocratiques pour une manifestation de protestation dans les rues de Lomé. Ce n'était pas les sujets qui ont manqué. Il y avait dans la cagnotte, l'augmentation du prix du carburant qui a provoqué des mouvements spontanés, la liberté d'expression, les réformes politiques, les mouvements de revendications des enseignants et les scènes de violence des élèves... Ce ne sont pas les sujets qui manquent pour faire une mobilisation. Mais, la déception était de mise.

En effet, la mobilisation tant attendue par les organisateurs au regard des tensions sociales n'avait pas atteint les espérances. C'est une déception totale.

Le modeste cortège s'est ébranlé du carrefour GTA pour rejoindre Agoé-Zongo (banlieue Nord de Lomé). En tête Jean-Pierre Fabre, le leader de l'ANC, a dénoncé pêle-mêle les violences policières, l'augmentation – selon lui injustifiée – du prix des carburants et le refus du gouvernement de donner satisfaction aux syndicats de l'enseignement.

Il a réitéré ses critiques à l'égard de la commission de réflexion sur les réformes politiques et s'en tient à l'APG (Accord politique global signé en 2006 par la majorité et l'opposition) comme seul cadre de discussion.

Toutes ces questions ne semblent pas avoir une forte capacité de

mobilisation auprès de la population qui a préféré profiter du week-end pour faire ses courses, du sport, voir des amis ou se reposer.

Les marches sont devenues un simple spectacle, une partie de promenade à travers les rues de Lomé. On en a assez vu, assez entendu de ces marches. Les Togolais sont las et veulent entendre un autre son de musique. Ils ne croient plus aux « sauveurs » de dernière minute qui attendent qu'on enterme les cadavres d'abord pour venir discourir sur les méthodes révolutionnaires pouvant déboucher sur le paradis. Les Togolais ont assez marché, ils ont entendu les mêmes discours et en ont assez. Jean Pierre Fabre et les siens ne font plus rêver les Togolais. Ceux qu'ils combattent ne sont pas des enfants de cœur. Ce sont des professionnels de la

politique.

Mais le principe d'utiliser la rue comme moyen de pression est jugé 'absurde' par une autre formation de l'opposition et pas n'importe laquelle, l'UFC, leader historique de la protestation au Togo et jadis grand initiateur de manifs.

L'époque a changé et cette méthode de contestation est à la fois révolue et inutile. Et l'histoire récente l'a démontré, estime l'UFC.

Le parti fondé par Gilchrist Olympio recommande une autre voie, celle du dialogue, 'une option beaucoup plus intelligente et moderne'.

Il n'est pas superflue de rappeler que c'est après une longue léthargie due à l'absence de programme politique et de réelles perspectives pour ses militants que le CAP 2015 a décidé de retourner dans la rue.



Ce mouvement, créé quelques mois avant l'élection présidentielle de 2015 et largement dominé par l'ANC avait voulu profiter de la situation délétère pour faire de la récupération et se faire une nouvelle peau.

Une marche pour dénoncer pêle-mêle l'augmentation du prix de l'essence, les violences policières, la crise dans l'éducation et l'absence de réformes. Mais la mayonnaise n'a pas pris. L'expérience du 12 juin 2012 n'a pas marché.

Si le CAP 2015 a une forte capacité à contester tout ce qui est fait au Togo - c'est d'ailleurs son fonds de commerce - son habilité

à proposer des solutions et à dialoguer n'a pas encore convaincu les Togolais.

La leçon à tirer est que la récupération politique de certains faits sociaux ne marche plus. Sinon l'on ne comprend pas pourquoi à la suite de l'augmentation des prix des produits pétroliers à la pompe, il y a eu des mouvements spontanés un peu partout et qu'un groupe organisé intervient et n'arrive même pas à mobiliser. Les politiciens doivent revoir leur copie.

Abass ISSAKA

MISE EN ŒUVRE DES NOUVELLES MESURES D'ALLÈGEMENTS FISCAUX

L'OTR fait peau neuve avec la loi de finance Gestion 2017

La loi de finance pour l'année 2017 votée le 28 décembre 2016 a été diffusée par le comité de direction de l'Office Togolais des Recettes le vendredi 10 Mars 2017 pour atteindre la population ciblée et faire connaître l'ensemble des mesures fiscales en termes d'allègement qui y sont contenu entre autres l'exonération de la TVA sur certains produits de première nécessité.

L'initiative de l'OTR d'engager la gestion des finances publiques sur la voie de nouvelles réformes répond à la nécessité du gouvernement de poursuivre les actions de développement et l'essor de certains secteurs économiques stratégiques afin qu'elles soient connues de tous.

Créé par la loi no 2012-016 du 14 décembre 2012, l'OTR est un établissement public à caractère administratif qui a pour mission, l'assistance et le conseil aux entreprises et surtout la protection des consommateurs. Cette loi de finance gestion 2017 vient concrétiser les mesures qui s'inscrivent dans le mandat social du gouvernement notamment l'exonération totale de la TVA sur certains produits de première nécessité (les terminaux mobiles et équipements informatiques, matériels de production d'énergie

renouvelable, le lait transformé, le riz simple et les opérations de crédit bail).

Il y a également eu une réduction de 8 points de pourcentage pour une dizaine de produits et services ; on notera le tissu kaki, les pagnes wax hollandais... , l'huile alimentaire, le sucre, la farine de céréales, les pâtes alimentaires, le lait manufacturé, les aliments pour le bétail et les volailles, les poussins d'un jour, les matériels agricoles, les services de location et réparation des matériels agricoles, l'hébergement et la restauration des touristes.

Le dernier point non négligeable c'est la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés.

Ces différents allègements ont pour objectif de réduire surtout en ce qui concerne les exonérations, le coût des produits qui en font l'objet et de promouvoir le

développement de certains secteurs d'activités, de réduire le coût de dédouanement des produits. Au niveau intérieur, la TVA perçue sur les marges n'existera plus sur les produits exonérés et le prix de revient pourrait diminuer. Cette baisse du coût des produits va permettre un meilleur accès à ces produits de première nécessité. Le pourcentage réduit sur l'impôt des sociétés vise à stimuler l'activité économique en améliorant l'attractivité des investisseurs étrangers mais aussi à redonner confiance aux entreprises pour accroître leurs investissements et par la même créer de l'emploi.

Ainsi, au titre de la nouvelle loi des finances quarante six articles ont subi des modifications ; un pas louable selon le chef traditionnel de la ville d'Aného Nana Anê Ohiniko Quam Dessou XV « Nous saluons



cet état des choses qui nous permet de mesurer l'effort fait par l'état pour rendre compétitifs les activités qui se déroulent dans notre pays. Il est clair que l'OTR se rend disponible en créant un nouveau climat de confiance et de partenariat afin que nous puissions travailler main dans la main à consolider nos acquis économiques pour le développement de ce pays qui nous interpelle tous. L'accent a surtout été mis sur la TVA qui a été entièrement annulée sur certains produits de consommations dans la loi de finance 2017 au bonheur des consommateurs bien évidemment. Cela va se traduire

par une diminution des prix des denrées sur le marché et il serait bien que l'office accompagne ses décisions par un contrôle rigoureux pour que cela se ressente réellement auprès de la population».

La baisse de l'impôt va permettre non seulement la réduction du coût des produits sur le marché, mais elle facilitera ainsi l'accès de ceux-ci à la population et tout naturellement favoriser leur mieux être et va aussi surtout favoriser l'essor des secteurs stratégiques

Joanita BLAVO-TSRI



MATCH FIFA / PRÉPARATIFS DES EPERVIERS

Claude Leroy annonce les couleurs des deux matchs amicaux

En conviant la presse en cette matinée du 14 mars 2017 à une conférence dans les locaux de la fédération togolaise de football, le sélectionneur national des éperviers Claude LEROY s'est essentiellement proposé de s'exprimer sur les matchs amicaux à venir. Mais au finish, il a fallu toucher à beaucoup de points.

Première préoccupation, le goal des éperviers. À la question de savoir pourquoi seulement deux gardiens de but convoqués, le coach répondait: « Tchagouni, on l'a attendu très longtemps sachant qu'il a une double blessure. On n'avait aucune certitude et j'étais obligé de l'écarter. Concernant Kossi Agassa, on ne peut pas continuer à faire travailler des gens qui ne jouent pas; de même que Sadate. Ogodjo Idrissa, on l'a vu ici, il n'était pas meilleur que ceux qui étaient là. Cela ne veut pas dire qu'on ne l'appellera plus ».

Il a d'ailleurs convoqué Djehani N'Guissan comme troisième gardien. Le technicien a également annoncé la nomination de Kodjovi Aboni d'Agaza au poste d'entraîneur des gardiens en remplacement de Yaovi ASSOGBA. Les adversaires du Togo ont attiré l'attention des médias. «La Libye est une équipe qui crée des problèmes, donc difficile à jouer. L'Égypte, on a vu ses résultats à la CAN ».

Sur le cas du départ inattendu de

n'être passé ne serait-ce que le premier tour », a-t-il répondu. En ce qui concerne les absences, Claude LEROY a affirmé: « L'équipe nationale, c'est une permanente remise en question. Il n'y a personne qui est là pour toujours. On peut aller et revenir autant que



Sébastien MIGNE l'ex sélectionneur adjoint, Claude LEROY a paru tout autant surpris que les togolais. «J'ai dit oui au Congo; voilà comment j'ai appris l'histoire de la démission de MIGNE», a affirmé le technicien breton, avant de rajouter: « Tout est légitime, sauf la façon dont ça s'est passé, à mon égard ».

Les journalistes ont également désiré savoir les impressions de Claude au sortir de la dernière édition de la CAN, tenue au Gabon. « Sur le bilan, grosse déception de

possible. Les portes de l'équipe nationale ne sont fermées à personne ».

Une énième échéance du CHAN attend la sélection locale des éperviers du Togo. Sur ce propos Claude LEROY a annoncé que le numéro un au CHAN serait Jean-Paul ABALO. Pas CHEVALIER, le nouveau venu. Le sélectionneur a ensuite confié à la presse, ses désirs d'aller à la recherche de nouveaux talents dans le fin fond Togo.

FAITS DIVERS :

Que disent les deux présumées sorcières d'Agbalépédogan?

Dans la matinée du mardi 14 mars 2017, des images de deux femmes présentées comme des «sorcières» ont circulé abondamment sur la toile. Les riverains du quartier Agbalépédogan où la scène a eu lieu, soutiennent qu'il s'agit de deux «sorcières» dont le voyage mystique a pris fin brutalement dans la nuit du 13 au 14 mars 2017.

Interrogées par des reporters de l'Agence de presse Afreepress dépêchés sur les lieux, les deux accusées donnent une version presque similaire de celle des témoins. La plus âgée dit s'appeler Kafui Gada Mawuli et demeurant à Agbalepedogan non loin du siège de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) et la plus jeune « Djigbodi », habitant au quartier Djidjolé à Lomé.

Elles soutiennent avoir rendu visite à un féticheur habitant non loin du marché au quartier Totsi dans la nuit du lundi 13 mars histoire de se



soigner du diabète. Au cours des rituels, relatent-elles, le féticheur aurait émis le vœu de «boire du sang humain». Elles rapportent s'être envolées avec leur hôte à la recherche de ce liquide. C'est au cours du trajet que l'accident serait survenu. Abandonnées par leur compagnon «féticheur», Kafui Gada Mawuli et Djogbodi disent être

tombées au bord des pavés d'Agbalépédogan où elles seront retrouvées dans la matinée de mardi 14 mars 2017.

Pure vérité ou scénario inventé de toutes pièces pour se donner de l'importance? Nous y reviendrons avec plus de détails.

Source : Afreepress

K
QUI T'A DEMANDÉ?
P
A
K
P
A
T
O
Mon ami, c'est comment? Et les grèves des «genseignants» maaa? ça trouble la formation des «school zélèves» jusqu'à ils sont devenus hmmm!. Vois ça: Deux élèves de CP1 admis en classe de CP2 se trouvent l'année suivante avec un nouveau maître, surpris l'un demande à l'autre: mais où est notre maître? L'autre répond: il a redoublé le CP1. Je l'ai vu là-bas ce matin. Son camarade ouvrit grandement la bouche et dit. Tchiééééé, moi je croyais que le maître était plus fort que nous, djaaaa, c'est un vaurien. Hahahahaha. Bon mon ami, quelqu'un m'a dit que les femmes sont vraiment hmmm! un jour une femme qui cherchait à savoir comment son mari réagirait, si elle quittait son foyer sans le prévenir. Ainsi, elle prit la résolution de rédiger une lettre à son mari lui disant qu'elle en avait marre et qu'elle ne pouvait plus rester vivre avec lui. Après l'avoir rédigée, elle l'a déposa sur la table de leur chambre et se cacha en dessous du lit. A son retour du boulot, le mari trouva la lettre et répondit sur la même feuille. En répondant, il fredonna une chanson en dansant pendant qu'il était en train de se changer, puis il prit son téléphone et passa un appel. Il dit: «Allo chérie, je me change juste et te rejoins sous peu. Quant à cette folle, elle vient de me claquer la porte, elle pense que je fais l'imbécile avec elle. Je m'étais trompé d'adresse. Vraiment, c'était une grave erreur de l'avoir épousé, je regrette de ne t'avoir pas rencontré bien avant tout ça. A bientôt ma tendre». Le mari quitta la maison et parti. La femme fondit en larmes et sortie de sa cachette, prit la lettre pour lire le message de son mari qui lui disait: «J'ai bien vu tes pieds en dessous du lit, sache que je n'ai effectué aucun appel téléphonique. Je vais acheter du pain. Alors arrête avec tes conneries et apprête moi la table. Je t'aime chérie». Hahahaha. Le sourire fait des fois du bien.

Togomètre

En forme

Gilbert F. Houngbo

Lui, c'est l'ancien Premier ministre du Togo, actuellement fonctionnaire international dans le système des Nations unies. Il vient d'être élu Président du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA). Eh oui! Gilbert Houngbo mérite ce poste. Bien huilé dans le système des Nations Unies, c'est un Togolais qui fait la fierté de son pays. Il était avant son élection à ce poste, Secrétaire Général Adjoint de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Comme le dit bien l'adage, nul n'est prophète chez soi. Il était dans le système des Nations Unies lorsque ce fils d'Agbandi a été déniché par Faure Gnassingbé. Il le nomma Premier ministre. En fin technicien, Gilbert Houngbo a voulu mettre toute sa compétence pour régler les problèmes du Togo. C'est d'ailleurs ce qui l'a amené à dire qu'il se donne six mois pour sortir les Togolais de leur misère. Il ne pensait pas si bien le dire. Car, l'environnement politique dans lequel il évoluait ne lui a pas laissé les coudées franches. C'est ainsi qu'il finira par ne pas tenir ses promesses. Les six sont passés sans que le PM Houngbo ne puisse atteindre les objectifs qu'il s'était fixé. Il avait vraiment des ambitions pour ce pays. Lorsque vous l'approcher vous sentez que c'est quelqu'un qui plus technocrate que politique. Ce qui a constitué un grand obstacle pour lui. L'environnement politique dans lequel il évolue ne l'ayant pas favorisé, il finira par quitter la primature pour retourner à ses vieilles amours. Le système des Nations Unies. Aujourd'hui, c'est la consécration. Il va se mettre au service du développement de l'agriculture internationale. Bon vend à lui.

En panne

Henry Gaperi

Lui, c'est le désormais ancien Commissaire Général de l'OTR. Lorsqu'il a été nommé en janvier 2014 à la tête de cette régie financière, Henri Gaperi a fait l'objet de vives critiques, tant l'on ne comprenait pas pourquoi un étranger à ce poste stratégique de l'économie du pays. Les autorités togolaises répondaient à ses détracteurs par l'expérience supposée du Rwandais dans ce domaine précis. Des mois sont passés, des années aussi, le Rwandais a fini par montrer son vrai visage. Plus les années passent, plus les critiques deviennent plus virulentes à l'encontre de l'OTR et ses dirigeants. Cette institution qui devrait renflouer les caisses de l'Etat, devient plutôt un goulot d'étranglement pour l'économie togolaise, pendant que son premier responsable, lui, se la coule douce. Même si le Conseil des ministres n'a évoqué aucun motif justifiant ce mouvement à la tête de l'OTR, il est clair, à en croire des indiscretions, que les autorités togolaises veulent arrêter l'hémorragie. On pourrait parler aujourd'hui du limogeage de Henri Gaperi. Il faut souligner que Henry Gaperi n'a pas encore fini d'exécuter son contrat. Et c'est en application des clauses qui régissent son contrat avec l'Etat togolais qu'il a été mis fin à sa fonction. Il n'est qu'à la 3ème année de son contrat. Si à quelque un an de la fin son employeur décide de mettre fin à ses fonctions c'est qu'il y a une anguille sous roche. Mais avant son départ et pour permettre à tous de voir comment Gaperi a géré notre régie fiscale, il urge qu'on lui fasse un audit de sa gestion.





Groupe TOGO TELECOM



Vous souhaitez

**BONNE ET HEUREUSE
ANNÉE**



Le Groupe TOGO TELECOM à votre service

TOGO TELECOM

Place de la Réconciliation (Qt Atchanté) • B.P. 333 Lomé-TOGO
Tél : +228 22 53 44 01 • Fax : + 228 22 21 03 73
E-mail : contact@togotelecom.com.tg
Web : www.togotelecom.tg

TOGO CELLULAIRE

219, Avenue du 24 Janvier, Imm. CFAO • B.P. 924 Lomé-TOGO
Tél : +228 22 22 66 11 / 22 25 80 80 • Fax : +228 22 22 59 00 / 22 25 80 81
E-mail : togocel@togocel.tg / www.facebook.com/Togocel
Web : www.togocel.tg